

EN DIRECT DU COMITE DIRECTEUR...

Salbris 7 et 8 Septembre 1991

PRINCIPALES DECISIONS ET INFORMATIONS

- 1 - Après trois modifications mineures et une précision sur la Prime de Croissance, le procès verbal de la réunion des 8 et 9 Juin 1991 à SALBRIS est adopté à l'unanimité sans lecture.
- 2 - Le Président donne au Comité Directeur quelques informations sur la Fédération et la Ligue.
 - a) A la suite du décès de Bernard JEU, le Comité Directeur Fédéral nommera un Président par intérim jusqu'à l'Assemblée Générale du 15-12-91. Celle-ci aura à pourvoir au remplacement d'un membre et à la nomination d'un nouveau Président qui siégera jusqu'à la fin de l'Olympiade (Décembre 92).
 - b) Pour commémorer la mémoire de B.JEU une souscription va être lancée auprès de tous les pongistes au profit de l'ARC. Le Comité décide de ne pas y donner suite.
 - c) A la suite de l'AUDIT sur l'administration fédérale, il a été décidé la suppression du poste de Directeur Général et son remplacement par un cadre administratif plus spécialement chargé du suivi des dossiers et des relations FFTT - Ligues et Comités.
 - d) La révision des statuts consécutive à la réforme institutionnelle a été acceptée par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sauf la présence de Droit des Présidents de Ligue aux AG.Fédérales. Ceux-ci devront donc être élus comme tous les autres délégués régionaux.
 - e) Le rapport Primes-Sinistres aurait du entraîner une révision de l'assurance licences de la saison 91-92. Celle-ci n'interviendra qu'à partir de la saison 92-93, mais il est vraisemblable qu'elle entraînera une relative augmentation des tarifs. Le vote d'orientation de la Ligue vise à privilégier les catégories Juniors et Jeunes et à admettre un tarif identique pour les Séniors et les Vétérans (8 Pour, 3 Contre, 2 Abstentions).
 - f) Pour les athlètes de Haut-Niveau en structure nationale, il est confirmé qu'ils ne peuvent muter la 1ère année et qu'en cas de mutation la 2ème année, ils ne peuvent évoluer en équipe première du club d'accueil.
 - g) Pour des raisons de préparation des Jeux Olympiques, JP.GATIEN et WANG XIO MING ne participeront pas aux rencontres de Ligue Européenne hors de France.
 - h) Comptablement parlant, la suppression des quotes-parts aux Ligues est envisagée. Selon la décision fédérale, des dispositions statutaires et financières seront à prendre tant au niveau régional qu'au niveau départemental.
 - i) Pour le Premier Pas Pongiste, la limite d'âge ne serait plus retenue mais la catégorie scolaire.
 - j) Après une étude faite sur l'AG.Régionale 1991, deux conclusions peuvent être tirées: la modification du jour et de l'heure n'est pas concluante, par contre la nouvelle réglementation en matière de représentation a porté ses fruits. La décision est donc prise de reconduire les mêmes organisations pour 1992.

k) Trois départements utiliseront le Minitel pour 91-92 (37-41-45) et deux Comités traiteront sur informatique leurs championnats à partir du logiciel fédéral (37 et 45).

1) La subvention FRILE a été reconduite pour la 2ème année, comme cela avait été prévu dans le contrat initial, avec à nouveau une directive d'actions vers la Jeunesse des quartiers défavorisés. Cette contrainte est d'ailleurs souhaitée au niveau national par le Ministère de la Jeunesse et des sports et les Comités Départementaux ont pour taches de se rapprocher en ce sens des DDJS.

3 - Le Comité Directeur, bien qu'il reconnaisse que les résultats de l'AMO.MER (2 titres de champions de France) rejaillissent sur le renom de la Ligue, rejette la demande d'aide financière formulée, par 6 voix contre, 3 voix pour et 4 abstentions.

4 - Le Comité Directeur, par 11 oui et 2 abstentions, décide de la création d'un PIN'S LIGUE DU CENTRE. Sa commercialisation sera confiée à la Commission Prospective.

5 - Le Président informe le Comité Directeur de son intention de mettre sur informatique la comptabilité de la Ligue.

6 - La Commission prospective est chargée de revoir le Logo de la Ligue, l'actuel ne correspondant plus à la réalité. Cette commission est également chargée d'établir le plan pour la prochaine Olympiade (93-96).

7 - Le Comité Directeur prend acte de l'avancement de la procédure de nomination de Patrice MORELLEC sur le poste de CTR de la Ligue, des contraintes qui existent pour la saison 91-92 et de la révision du plan de travail mise au point au niveau Jeunes et Technique. Il décide en outre que le plan d'action technique soit élaboré au cours de la saison 1991-1992 afin qu'il y ait continuité dans les conventions qui nous lient avec la DRJS et les collectivités.

8 - Le Président informe le Comité Directeur de la création éventuelle dans la zone 2 (Bretagne, Pays de Loire, Centre) d'une structure de Haut-Niveau.

9 - Sur proposition du Président, le Comité Directeur décide, à l'unanimité, de porter de 70F à 150F l'indemnité journalière pour l'encadrement des stages.

10 - Le Comité Directeur décide par 11 oui et 1 abstention, la continuation de la Fête du Sport pour 1992, soit sous la formule actuelle, soit sous une autre forme selon les soutiens obtenus.

11 - Le Comité Directeur nomme, à l'unanimité, J.JAMET à la Présidence de la Commission Corporative.

12 - Le Comité Directeur prend connaissance de l'étude faite sur les féminines quant à leur participation aux championnats par équipes et aux championnats individuels et souhaite que celle-ci soit complétée et étendue au niveau masculin.

13 - Le Comité Directeur ne peut que regretter la décision de la CSF. visant à l'application pure et simple de l'article I des règlements sportifs concernant les contraintes de licences jeunes et prend acte du vœu formulé par le Président pour la révision de cet article.

14 - Le Comité Directeur nomme, à l'unanimité, Patrice MORELLEC comme représentant de la Ligue auprès de la DRJS pour le contrôle anti-dopage.

15 - Le Comité Directeur désigne ses délégués pour les épreuves Nationales et les épreuves régionales. Elles paraîtront dans TT.CENTRE.

C.MASSALOUX